24 SEP. 1997

REDACTION ET ADOPTION DES STATUTS

* * * *

INPI

10499

Les soussignés

- Pascal MALJETTE, né le 04 juillet 1961 à SENS 89000 YONNE, marié sous le régime de la communauté légale, demeurant 1,rue de MAUNYS 27150 PUCHAY;

- Nawal MALJETTE, née le 15 octobre 1962 à RABAT MAROC, de nationalité française, mariée sous le régime de la communauté légale, demeurant 1,rue de MAUNYS 27150 PUCHAY;

- Pierrick CHATRON MICHAUD, né le 11 janvier 1963 à MEGEVE 74000 HAUTE SAVOIE, marié sous le régime de la séparation des biens, demeurant 53 rue du Temple 75004 PARIS;

- Cécile CHATRON MICHAUD, née le 24 MARS 1962 0 NEUILLY SUR SEINE, mariée sous le régime de la séparation des biens, demeurant 53 rue du Temple 75004 PARIS;

- Gilles BENNEJEAN, né le 19 avril 1963 à SAINT BRIEUC, 22000 COTES DU NORD, marié sous le régime de la communauté légale, demeurant 39, rue de la République 94220 CHARENTON LE PONT;

- Caroline BENNEJEAN, née le 20 avril 1965 à SAINT-BRIEUC, 22000 COTES DU NORD, mariée sous le régime de la communauté légale, demeurant 39, rue de la République 94220 CHARENTON LE PONT;

- Yves BENHAMOU, né le 27 octobre 1957 à MARNIA - ALGERIE, marié ous le régime de la communauté légale, demeurant 6, allée de Clairbourg 91370 VERRIERES LE BUISSON;

- Rémy TRONCHE, né le 10 février 1945 à USSEL 19200 CORREZE, divorcé, demeurant 62, rue de l'Aqueduc 75010 PARIS;

Ont décidé de constituer entre eux une société anonyme et ont adopté les statuts établis ci-après :

STATUTS

de la

SA CLEOR

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

L'exploitation de tous fonds de commerce d'horlogerie, de bijouterie, de joaillerie, orfèvrerie, cadeaux et cadeaux d'entreprise.

La fabrication de tous bijoux et objets en métaux précieux.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés,brevets,licences, marques concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

CLEOR

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : TOUR ESSOR
14, rue Scandicci
93508 PANTIN CEDEX

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine

Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, il est fait apport d'une somme de 125 000,00 F, correspondant à 2 500 actions de 100,00F (cent) de nominal chacune, toutes de numéraire et composant le capital social initial, lesdites actions souscrites et libérées de la moitié, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du

dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée l'attestation de dépôt des fonds.

La somme totale versée par les actionnaires, soit 125 000.00 F, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Les soussignés apportent à la Société :

- Apports en numéraire

Une somme de 125 000,00F, correspondant à 2 500 actions de numéraire, d'une valeur nominale de 100,00F(cent) chacune, et libérées de la moitié, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du

, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée l'attestation de dépôt des fonds.

les apports en numéraire s'élèvent à 125 000,00F

Le montant total des apports s'élève à 125 000,00 F

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 250 000,00 F.

Il est divisé en 2500 actions de 100,00 F(cent) chacune, numérotées de 1 à 2500, de même catégorie, libérées du quart de leur valeur nominale.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision est prise par le Conseil d'Administration et n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur prenant part au vote.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Conseil d'Administration est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président du Conseil d'Administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est 6 ans ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

ARTICLE 14 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

ARTICLE 15 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 17 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1 - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Président, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2 - Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux. Deux directeurs généraux peuvent être nommés dans les sociétés dont le capital est égal ou supérieur à 500 000 F et cinq directeurs généraux dans les sociétés dont le capital est égal ou supérieur à dix millions de francs à condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.

En accord avec son Président, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 19 - ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme, soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 15 jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1 Août et finit le 31 Juillet.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 juillet 1998.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE.

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.
La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 26 - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés administrateurs de la société pour une durée de trois ans qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2000 et tenue au cours de l'année 2001:

- Pascal MALJETTE, né le 04 juillet 1961 à SENS 89000 YONNE, de nationalité française, marié sous le régime de la communauté légale, demeurant 1,rue de MAUNYS 27150 PUCHAYS

- Cécile CHATRON MICHAUD, née le 24 MARS 1962 92000 NEUILLY SUR SEINE, de nationalité française, mariée sous le régime de la séparation des biens, demeurant 53 rue du Temple 75004 PARIS,

- Nawal MALJETTE, née le 15 octobre 1962 à RABAT MAROC, de nationalité française, mariée sous le régime de la communauté légale, demeurant 1,rue de MAUNYS 27150 PUCHAYS

soussignés, qui déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter cette nomination en précisant qu'aucune règle ne s'y oppose.

ARTICLE 27 - DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés, pour une durée de six exercices :

- en qualité de commissaires aux comptes titulaires de la société :

- Le Cabinet ADP associés, SARL au Capital de F 250 000,00F, n° RCS de CORBEIL B 389 671 082, dont le siège est au 72, Avenue LAMARTINE 94170 LE PERREUX, inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de PARIS, représentée par son gérant Monsieur DANIEL Alain, né le 1 janvier 1950 à VERNEUIL sur SEINE 78000 SEINE ET OISE

- en qualité de commissaires aux comptes suppléant :

- Monsieur Jean-Paul AKNINE, né le 7 avril 1954 à ORAN ALGERIE Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de PARIS, demeurant 7, rue TAYLOR 75010 PARIS

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

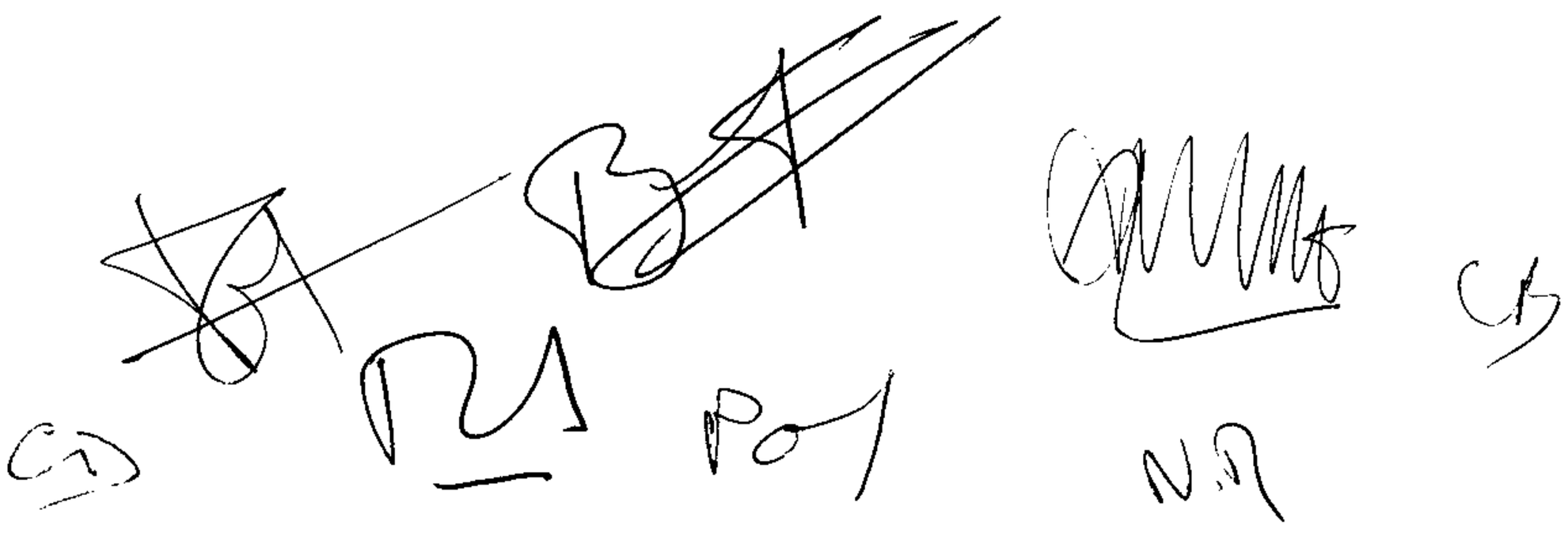
Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Fait à PANTIN, le 18/9/1997,

en 6 exemplaires originaux dont deux pour le dépôt au greffe

suivent les signatures :



Pascal MALJETTE

Nawal MALJETTE

Pierrick CHATRON MICHAUD

Cécile CHATRON MICHAUD

Gilles BENNEJEAN

Caroline BENNEJEAN

Yves BENHAMOU

Rémy TRONCHE

Acceptation des fonctions d'administrateurs

Pascal MALJETTE

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

Nawal MALJETTE

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

Cecile CHATRON MICHAUD

Bon pour acceptation des fonctions d'administrateur

LISTE DES SOUSCRIPTEURS AU CAPITAL DE LA S.A. CLEOR

- - - - - - - - -

Ont souscrit-et versés la moitiée du capital social :

1 - Pascal MALJETTE, né le 04 juillet 1961 à SENS 89000 YONNE, mariésous le régime de la comunauté légale, demeurant 1, rue de MAUNYS 27150 PUCHAY;

Six cent vingt (620) actions numérotées de**1 à 620**,
soit un apport de 31 000,00 F libéré de la moitié.

2 - Nawal MALJETTE, née le 15 octobre 1962 à RABAT MAROC, de nationalité française, mariée sous le régime de la communauté légale, demeurant 1,rue de MAUNYS 27150 PUCHAY

Quatre actions (4) actions numérotée **621 à 624**, soit un apport de 400,00 F libéré de la moitié.

3 - Pierrick CHATRON MICHAUD, né le 11 janvier 1963 à MEGEVE 74000 HAUTE SAVOIE , marié sous le régime de la séparation des biens, demeurant 53 rue du Temple 75004 PARIS,

Six cent vingt (620) actions numérotées de **625 à 1244**,
soit un apport de 31 000,00 F libéré de la moitié.

4 - Cécile CHATRON MICHAUD, née le 24 MARS 1962 0 NEUILLY SUR SEINE, mariée sous le régime de la séparation des biens, demeurant 53 rue du Temple 75004 PARIS,

Quatre actions (4) actions numérotées **1245 à 1248**, soit un apport de 400,00 F libéré de la moitié.

5 - Gilles BENNEJEAN, né le 19 avril 1963 à SAINT BRIEUC, 22000 COTES DU NORD, marié sous le régime de la communauté légale, demeurant 39, rue de la République 94220 CHARENTON

Six cent vingt (620) actions numérotées de**1249 à 1868**,
soit un apport de 31 000,00 F libéré de la moitié.

6 - Caroline BENNEJEAN, née le 20 avril 1965 à SAINT-BRIEUC, 22000 COTES DU NORD, mariée sous le régime de la communauté légale, demeurant 39, rue de la République 94220 CHARENTON LE PONT;

Quatre actions (4) actions numérotées **1869 à 1872**, soit un apport de 400,00 F libéré de la moitié.

7 - Yves BENHAMOU, né le 27 octobre 1957 à MARNIA - ALGERIE, marié ous le régime de la communauté légale, demeurant 6, allée de Clairbourg 91370 VERRIERES LE BUISSON;

Six cent vingt quatre (624) actions numérotées de**1873 à 2496**, soit un apport de 62 400,00 F libéré de la moitié.

8 - Rémy TRONCHE, né le 10 février 1945 à USSEL 19200 CORREZE, divorcé, demeurant 62, rue de l'Aqueduc 75010 PARIS;

Quatre actions (4) actions numérotées **2496 à 2500**, soit un apport de 200,00 F libéré de la moitié.

Fait à PANTIN, le 19 septembre 1997

Pascal MALJETTE

Nawal MALJETTE

Pierrick CHATRON MICHAUD

Cécile CHATRON MICHAUD

Gilles BENNEJEAN

Caroline BENNEJEAN

Yves BENHAMOU

Rémy TRONCHE

CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE

Adresse postale
75596 Paris Cedex 12

CERTIFICAT DE DEPOT DE CAPITAL

Je soussigné P.Y. JARNOIER
Agissant en qualité de Directeur d'Agence.
de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE, dont le siège est à PARIS 12ème. 26 quai de la Râpée.

Atteste avoir reçu la somme de 185.000 Frs.
Au nom de SA CLEOR
Siège social 1301 Essor, 14 rue Scandicci 93508 PANTIN Cedex

Forme juridique de la société (cocher la case correspondante) :

☒ Société Anonyme : selon liste des souscripteurs au verso de l'exemplaire "Agence" du présent certificat établi conformément à l'article 85 de la loi du 24 juillet 1966.

☐ Société à Responsabilité Limitée régie par le loi du 24 juillet 1966.

☐ Société en nom collectif ou société en commandite simple ou par action régie par la loi du 24 juillet 1966.

☐ Société civile régie par la loi du 4 janvier 1978.

Les sommes sont portées à un compte bloqué ouvert dans les livres de la Caisse Régionale au nom de la société en formation.

Les sommes déposées seront débloquées à la demande d'un mandataire de la société sur présentation soit :

- de l'extrait d'immatriculation de la société (document Kbis).

- d'une attestation d'immatriculation de la société délivrée par le Greffe du Tribunal de Commerce établie sur des modèles identiques à ceux délivrés lorsque le numéro est attribué et portant la mention suivante : "immatriculation effectuée : le numéro sera ultérieurement communiqué".

- d'une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social (pour les sociétés hors Sociétés Civiles et Sociétés en Nom Collectif) lorsque la société n'est pas constituée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt des fonds.

- d'un certificat de non immatriculation (pour les Sociétés Civiles et les Sociétés en Nom Collectif) lorsque la société n'est pas constituée.

Fait en trois exemplaires à Cergy le 18/9/97

Signature habilitée :

Volet 1 : Société

BA 94400 VITRY

Page 2/2 - 06/96 - IDA 94400 VITRY - RCS Paris B775 665615

CLEOR
SA au capital de 250 000,00 F
14 rue SCANDICCI
93508 PANTIN
RCS de BOBIGNY en cours

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 SEPTEMBRE 1997

L'an mil neuf cent quatre vingt dix sept,

Le dix huit septembre,

à PANTIN

Les administrateurs de la société CLEOR se sont réunis en premier Conseil, conformément aux statuts.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion sont présents :

Monsieur MALJETTE Pascal, administrateur,
Madame CHATRON MICHAUD Cécile, administratrice,
Madame MALJETTE Nawal administratrice,

Le Conseil, réunissant le quorum requis, peut délibérer valablement.

Monsieur MALJETTE Pascal préside la séance.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- ORDRE DU JOUR

- Nomination du Président du Conseil d'Administration
- Pouvoirs du Président du Conseil d'Administration,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La candidature de Monsieur MALJETTE Pascal aux fonctions de Président du Conseil d'Administration est soumise au vote des administrateurs.

Le Conseil, après en avoir délibéré, élit, à l'unanimité, Monsieur MALJETTE Pascal Président du Conseil d'Administration, et ce pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 juillet 2000.

Il déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire à toutes les conditions légales, réglementaires et statutaires, notamment en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats de Président du Conseil d'Administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique d'une société anonyme.

En sa qualité de Président, il assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

Il est investie dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, Monsieur MALJETTE Pascal devra obtenir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration pour :

- acheter ou vendre des biens ou droits immobiliers,
- créer ou supprimer des succursales, agences ou usines,
- acquérir, vendre, louer ou prendre à bail un fonds de commerce,
- hypothéquer ou nantir des biens de la Société à l'exception du matériel et de l'outillage d'équipement,
- prendre une participation dans toute société, accroître, diminuer, aliéner des participations existantes,
- réaliser des investissements d'un montant supérieur à 500 000,00 F.

Dans ces limites, le Président pourra partiellement déléguer ces pouvoirs.

Le Conseil donne tous pouvoirs à son Président ou à toute personne qu'il se substituerait pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur au moins.

Une Administratrice | Le Président

